

Dijon, le 15 février 2022

## **Arrêté préfectoral n° 216**

instituant des servitudes d'utilité publique au droit de l'ISDD exploitée  
par la société Suez RR IWS Minerals France à DRAMBON (21270)

Le Préfet de la Côte-d'Or

### **VISAS ET CONSIDÉRANTS**

**Vu** le Code de l'Environnement et en particulier ses articles L.515-8 à L.515-12, R.512-39-1 et R.515-31-1 à R.515-31-7 ;

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-43, L.153-60 et l'annexe du Livre I<sup>er</sup> ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2017 instituant des servitudes d'utilité publique dans un rayon de 200 m autour de la zone d'exploitation de l'ISDD, qu'exploite la société Suez sur les communes de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018, complété par l'arrêté préfectoral du 11 mars 2021, autorisant la société Suez RR IWS Minerals France à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux, une installation de stockage de déchets inertes, des installations de tri, transit et traitement de déchets dangereux ou déchets non dangereux ainsi qu'une centrale photovoltaïque au droit de casiers réaménagés, sises Ecopôle des Grands Moulins à DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;

**Vu** le courrier du 20 septembre 2018 à travers lequel la société Suez notifie la date de la dernière admission de déchets au sein de l'ISDD exploitée sur la commune de DRAMBON ;

**Vu** le dossier de cessation d'activité du 27 juillet 2021, dans lequel la société Suez :

- notifie la cessation d'activité de l'ISDD exploitée sur la commune de DRAMBON ;
- décrit les mesures de mise en sécurité du site ainsi que les mesures de réaménagement et de réhabilitation des casiers exploités ;
- décrit les mesures relatives au suivi à long terme de cette même ISDD ;

- Vu** le courrier du 27 juillet 2021 à travers lequel la société Suez demande l'instauration de servitudes d'utilité publique au droit de la zone exploitée de l'ISDD susvisée ;
- Vu** la notice de présentation, les plans et l'énoncé des règles de servitudes proposées, déposé à l'appui de sa demande susvisée ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 21 septembre 2021 proposant au Préfet de la Côte d'Or d'arrêter le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique et de solliciter l'avis écrit des propriétaires des terrains et des conseils municipaux des communes concernés par le périmètre des servitudes ;
- Vu** les courriers du 24 septembre 2021 à travers lesquels le Préfet de la Côte d'Or sollicite l'avis écrit du conseil municipal de DRAMBON et des propriétaires des terrains, sur le projet d'arrêté proposé d'être arrêté par l'Inspection des installations classées dans son rapport 21 septembre 2021 ;
- Vu** l'avis du 2 décembre 2021 du conseil municipal de DRAMBON ;
- Vu** l'avis de l'unique propriétaire des parcelles incluses dans le périmètre des servitudes ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 7 décembre 2021 ;
- Vu** l'avis du 1<sup>er</sup> février 2022 du CODERST au cours duquel la société Suez RR IWS Minerals France a eu la possibilité d'être entendue ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 04 février 2022 à la connaissance de la société Suez RR IWS Minerals France ;
- Vu** l'absence d'observations présentées par la société Suez RR IWS Minerals France sur ce projet d'arrêté par courriel du 10 février 2022 ;
- CONSIDÉRANT** que la société Suez a été autorisée à exploiter une ISDD sur le territoire de la commune de DRAMBON ; que son exploitation est définitivement arrêtée depuis le 12 septembre 2018 (date de la dernière admission de déchets) ;
- CONSIDÉRANT** que l'intégralité des 12 casiers de cette ISDD a été exploitée (K1Aa, K1Ab, K1Ba, K1Bb, K1Ca, K1Cb, K1Da, K1Db, K1Ea, K1Eb, K1Fa, et K1Fb) ; que cela représente environ 1 160 000 tonnes de déchets dangereux enfouis ;
- CONSIDÉRANT** que les 12 casiers considérés ont fait l'objet d'un réaménagement et d'une réhabilitation conformément aux dispositions prévues par l'article 9.1.10.2 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018 ; qu'il convient d'en conserver la mémoire ;
- CONSIDÉRANT** qu'actuellement, l'usage de la zone exploitée de l'ISDD à DRAMBON est affecté à l'implantation d'un parc photovoltaïque ; que l'exploitation de ce dernier doit être conduite de manière à ne pas obérer la bonne mise en œuvre du programme de suivi à long terme prévu par un arrêté complémentaire spécifique ;
- CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, de réglementer les usages du sol sur l'emprise de la zone exploitée de l'ISDD à DRAMBON ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L.515-12 du Code de l'environnement : *« afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code, des servitudes [...] peuvent être instituées [...] sur l'emprise des sites de stockage de déchets [...]. Ces servitudes peuvent, en outre, comporter la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol ou du sous-sol, la limitation des usages du sol, du sous-sol et des nappes phréatiques, ainsi que la subordination de ces usages à la mise en œuvre de prescriptions particulières, et permettre la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site »* ; que le courrier du 27 juillet 2021 susvisé est déposé dans ce cadre ;

**CONSIDÉRANT** qu'afin d'éviter tout usage incompatible avec l'existence d'une ISDD à DRAMBON, il convient de conserver la mémoire du site et de limiter les usages des sols au droit de la zone exploitée de cette ISDD ;

**CONSIDÉRANT** que des SUP sont déjà instituées, par l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2017 susvisé, couvrant uniquement la bande d'éloignement des 200 m autour de l'ISDD de DRAMBON ; qu'ainsi le présent arrêté se limite strictement à l'institution de SUP de la zone exploitée de cette ISDD ;

**CONSIDÉRANT** que selon ce même article L.515-12 *« pour les installations de stockage de déchets, ces servitudes peuvent être imposées à tout moment. Elles cessent de produire effet si les déchets sont retirés de la zone de stockage »* ; que dans ces conditions les limitations, restrictions ou interdictions d'usage des sols doivent être instituées, sans limite de durée, tant que les déchets ne sont pas intégralement retirés de la zone exploitée de l'ISDD de DRAMBON ;

**CONSIDÉRANT** que selon ce même article L.515-12 *« sur les terrains constituant l'emprise d'un site de stockage de déchets, lorsque les servitudes envisagées ont pour objet de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et concernent ces seuls terrains, le représentant de l'État dans le département peut, lorsque le petit nombre des propriétaires ou le caractère limité des surfaces intéressées le justifie, procéder à la consultation écrite des propriétaires des terrains par substitution à la procédure d'enquête publique prévue au troisième alinéa de l'article L.515-9 »* ;

**CONSIDÉRANT** que la société Suez RR IWS Minerals France a la maîtrise foncière de toutes les parcelles de la zone exploitée de l'ISDD de DRAMBON ; qu'ainsi il est possible de substituer la procédure d'enquête publique par une simple consultation écrite de l'unique propriétaire des terrains sur le projet arrêtant les servitudes en application de l'article L.515-12 considéré ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de remarque sur ce projet de servitudes dans l'avis du conseil municipal de DRAMBON et de l'unique propriétaire consulté ;

**CONSIDÉRANT** que la société Suez RR IWS Minerals France et la commune de DRAMBON ont été mis à même de présenter leurs observations ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : DÉFINITION DES ZONES DE SERVITUDES**

Les terrains définissant le périmètre d'application des servitudes d'utilité publique sont les parcelles ou parties de parcelles, dont la société Suez RR IWS Minerals France a la maîtrise foncière, situées au droit de la zone exploitée de l'ISDD de DRAMBON.

On entend par zone exploitée, l'emprise foncière maximale affectée au stockage des déchets

dangereux, sans prendre en compte la surface occupée par les équipements connexes nécessaires au fonctionnement de l'installation. Cette zone correspond aux casiers K1Aa, K1Ab, K1Ba, K1Bb, K1Ca, K1Cb, K1Da, K1Db, K1Ea, K1Eb, K1Fa et K1Fb.

Ces terrains sont représentés sur le plan joint en annexe I du présent arrêté. Ils sont situés sur le territoire de la commune de DRAMBON. La liste des parcelles concernées est la suivante :

Commune	Propriétaire	Lieu-dit	Référence cadastrale	Superficie parcelle (m²)	Superficie concernée par les SUP (m²)
DRAMBON	Suez RR IWS Minerals France	La Rougeolle	n°260 – section A	716	488
			n°261– section A	327	256
			n°262 – section A	1583	1224
			n°263– section A	480	383
			n°264– section A	15 165	33
			n°350 – section A	1159	1114
			n°701 – section A	12 686	5796
			n°702 – section A	17 402	17 402
			n°703 – section A	29 152	29 152
			n°704 – section A	7835	7835
			n°705 – section A	9393	9393
			n°706 – section A	210	210
			n°707 – section A	767	767
			n°708 – section A	25	25
			n°709 – section A	442	442
			n°710 – section A	36	36
			n°711 – section A	1029	1029
			n°712 – section A	19 340	18 850
			n°713 – section A	17 455	17 455
			n°714 – section A	304	304
			n°715 – section A	8055	8055
			n°716 – section A	13 310	11 417
			n°718 – section A	10 241	6577
			n°719 – section A	14 252	10 114
			n°721 – section A	50	43
			n°722 – section A	151	151
			n°724 – section A	35	35
			n°725 – section A	3448	3448
			n°726 – section A	142	142
			n°727 – section A	6074	6074
			n°728 – section A	16 587	11 884
			n°729 – section A	50	35
			n°735 – section A	35	35
n°736 – section A	27 712	27 712			
n°737 – section A	604	604			
n°738 – section A	7546	7546			
n°739 – section A	34	34			
n°740 – section A	1306	1306			
Superficie totale des parcelles / Superficie totale visée par les SUP (m²)				245 138	207 406

## **ARTICLE 2: DURÉE DES SERVITUDES**

Les présentes servitudes sont instituées sans limite de durée, tant que les déchets enfouis au sein de la zone exploitée de l'ISDD de DRAMBON (casiers K1Aa à K1Fb) ne sont pas intégralement retirés.

## **ARTICLE 3: RÈGLES DES SERVITUDES**

**Sont interdites :** d'une manière générale, toute occupation ou utilisation de sols incompatibles avec l'existence d'une zone exploitée en tant qu'ISDD, ainsi que :

- la construction ou l'aménagement d'ouvrages ou d'immeubles à usage d'habitation ou tout établissement recevant du public (tels qu'établissements scolaires, établissements hospitaliers, pensionnats, maisons de retraite, centres commerciaux, etc), qu'ils nécessitent ou pas des fondations superficielles ;
- l'aménagement de terrains de camping ou de caravanning, d'aires pour les gens du voyage et, plus généralement, d'aménagements destinés à des activités sportives, de loisirs ou assimilés ;
- les dépôts d'hydrocarbures liés notamment à des installations de distribution de carburant ainsi que le logement de fonction y afférent ;
- l'exploitation de toute culture, y compris de type jardins ouvriers ;
- toute intervention sur les digues périphériques de soutien du massif de déchets, que ce soit en tête/pied de digue ou sur la pente d'une digue, pour ne pas nuire au bon écoulement des eaux pluviales internes de ruissellement, excepté pour des raisons d'entretien en vue de garantir la stabilité du dit massif ;
- la plantation d'arbres ou de plantes dont les racines sont susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la couverture finale mise en place sur les casiers ;
- la réalisation de trous, d'excavations, de fondations, de défonçages et de tous travaux susceptibles de porter atteinte à l'étanchéité des casiers (fond, flanc ou couverture finale), de dépressions (qui favoriseraient l'accumulation d'eau ou gênant l'écoulement naturel des eaux pluviales internes de ruissellement vers les fossés ou bassins de collecte), à l'exception de ceux nécessaires pour le suivi environnemental du site ;
- la réalisation de puits de forage pour le captage d'eau, quel que soit l'usage et l'aménagement d'étangs ou de retenues d'eau ;
- le déplacement, la suppression, l'enfouissement ou le comblement d'équipements inclus dans l'emprise de la zone exploitée de l'ISDD (sauf si cela s'avère nécessaire au bon fonctionnement de ces équipements et après avis de l'Inspection des installations classées), en particulier le réseau de fossés collectant les eaux pluviales internes de ruissellement (descentes d'eau, fossés béton, fossés membranés, déversoir d'orage, etc) ;
- tous les projets susceptibles de modifier l'état du sol et du sous-sol et de perturber la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.

### **Sont autorisées :**

- le droit d'accès aux parcelles pour mettre en œuvre le programme associé au suivi à long terme de l'ISDD (entretien courant, suivi des tassomètres, etc) ;
- l'arrosage nécessaire au maintien de la végétation superficielle des parcelles, sans que cela constitue une irrigation ;
- l'accès et l'exploitation de la plate-forme DDAE autorisée par l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018 susvisé ;
- l'implantation d'une centrale photovoltaïque au droit de la zone exploitée de l'ISDD, tant qu'elle ne remet pas en cause l'intégrité de la couverture finale des casiers et qu'elle reste compatible avec les opérations prévues dans le suivi à long terme.

## **ARTICLE 4 : NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS OU PROJETS POSTÉRIEURS À L'INSTITUTION DES SERVITUDES**

Tout projet d'intervention remettant en cause les conditions de confinement, tout projet de changement d'usage des zones, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

## **ARTICLE 5 : MISE EN ŒUVRE DES SERVITUDES**

En application de l'article L.152-7 du Code de l'urbanisme, les servitudes instituées par le présent arrêté sont soit :

- annexées au plan local d'urbanisme de la commune de DRAMBON dans les conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme et L.515-20 du Code de l'environnement ;
- publiées sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L. 133-1 du Code de l'urbanisme.

## **ARTICLE 6 : INFORMATION ET DROIT DES TIERS**

Si les parcelles considérées dans le présent arrêté font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées à l'article 3 du présent arrêté en les obligeant à les respecter. Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées en application de l'article 2 du présent arrêté, en obligeant ledit ayant droit à les respecter en ses lieux et place.

## **ARTICLE 7 : PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R.181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de DRAMBON et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de DRAMBON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Préfecture de la Côte d'Or ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Côte d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 8 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif compétent, sis 22 rue d'Assas à DIJON (21000) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
  - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;
  - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

## **ARTICLE 9 : EXÉCUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Maire de DRAMBON et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, qui est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à la société Suez RR IWS Minerals France (unique propriétaire des parcelles concernées par l'instauration de servitudes). Une copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;
- M. le Maire de DRAMBON.

Fait à DIJON, le 15 février 2022

LE PRÉFET  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
SIGNE

Christophe MAROT



